

Ces militants, regroupés dans les CDJA et les cercles, plus restreints, de « paysans en lutte », se sont, pour l'instant, définis davantage par une somme de refus que par l'élaboration d'une stratégie précise, au demeurant difficile à dégager dans un cadre organisationnel qui demeure professionnel, de plus très flou et largement décentralisé. Leur niveau de conscience est donc très inégal, et certains groupes sont souvent réduits, par manque de perspectives politiques, à jouer le rôle de gauche critique par rapport aux organisations corporatistes.

Cependant, les groupes du Finistère en particulier ont commencé à mettre sur pied, autour des entreprises de transformations, des comités de producteurs dont le rôle serait comparable à celui des sections syndicales de salariés. C'est affirmer là, d'une manière concrète, un début de rupture organisationnelle avec les structures corporatistes. Ces comités, qui peuvent être l'ébauche d'un courant paysan de masse anti-capitaliste, ont joué, avec les sections lait des FDSEA, un rôle capital dans la grève du lait.

Globalement, les paysans travailleurs constituent donc une force en évolution qui, par son refus du capitalisme et sa volonté de lutte, a contribué en maintes occasions à débloquer un mécontentement paysan que la FNSEA essayait d'étouffer ou de canaliser dans des barrages de route ou des manifestations-pressions vers les préfetures, qui lui permettaient d'affirmer sa représentativité pour discuter avec le pouvoir.

Parallèlement à ces grandes manœuvres sans lendemain, on a donc assisté, ces dernières années, au développement de nouvelles formes de lutte dont la triple caractéristique était d'échapper au contrôle des bureaucrates, et de se soucier fort peu de légalité, tout en suscitant une dynamique de lutte de classes à la campagne :

- séquestration de Guichard en 1969 par trois militants CDJA de Loire Atlantique

- blocage des ventes de terre aux enchères par de nombreux jeunes agriculteurs (Gourmelon)

- guerre du lait (et livraisons à des coopératives voisines) dans les Vosges en 70 et 71.

- occupation ou labour des terres appartenant à des cumulards, tel Ameteau dans les Deux-Sèvres, ou Tribondeau en Mayenne.

- vidage d'un camion de lait de la SAPIEM par un commando de producteurs en 1971 (affaire Carel)

- occupations de laiteries ; séquestrations de directeurs.

Toutes menées par des militants CDJA ou « Paysans en Lutte », ces actions ont la plupart du temps été con-

damnées par les FDSEA, moins pour leurs objectifs — limités — que par la dynamique de lutte de classes qu'elles mettaient en œuvre.

Parfois minoritaires, mais bénéficiant souvent d'une certaine audience dans le milieu, ces luttes traduisaient la montée d'un nouveau mouvement paysan pour lequel les luttes dures de la classe ouvrière constituaient un phare évident.

A cet égard, la lutte des travailleurs du Joint Français, efficacement et massivement soutenue par les paysans, a constitué un pôle d'attraction considérable en Bretagne. Les conditions particulières de la création du Joint ont en outre mis en œuvre, autour des salariés exploités, une alliance de classe qui a soudé tous les travailleurs bretons en une même unité d'action.

Les travailleurs du Joint ont montré la voie, et le succès de leur lutte a contribué pour beaucoup au saut qualitatif accompli par le mouvement paysan dans cette guerre du lait.